



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

25/06/2026

## **Le faux débat de la politique de l'offre et/ou de la demande et l'urgence d'organiser le courant révolutionnaire**

Les déclarations des candidats à l'élection présidentielle sont toutes vides d'une analyse sérieuse des causes de la crise économique, sociale, politique et institutionnelle qui touche le pays et plus largement le système impérialiste auquel appartient la France capitaliste. Du coup, les "solutions" pour faire face à cette crise, si elles divergent d'un point à l'autre du spectre politique institutionnel, n'en sont pas moins que des tentatives de s'attaquer aux conséquences sans toucher le moins du monde aux racines de la crise.

Ces "solutions" peuvent se ranger en deux catégories principales dont nous verrons qu'en réalité elles sont les deux faces d'une même politique au service du capital. La première est une politique dite de l'offre, c'est celle que les deux quinquennats de la présidence Macron ont accentué. Cette politique vise à subventionner les entreprises en diminuant le coût de la force de travail par des mesures d'exonérations de cotisations sociales et d'aides diverses qu'une commission du Sénat a estimées à plus de 210 milliards d'euros. S'y ajoute, la liquidation des conquêtes sociales de la classe ouvrière : protection sociale, retraites, la réduction du temps de travail...C'est cette politique qui a creusé les inégalités et appauvri les salariés. C'est cette politique qu'entendent poursuivre les Attal, Philippe, Retailleau et Gluksmann. La deuxième est basée sur l'idée que la relance économique doit se faire par la demande en y ajoutant une dose de protectionnisme plus ou moins importante et plus ou moins explicite. Nous retrouvons ici Mélenchon et évidemment avec un discours opposé parce qu'il ajoute au protectionnisme la préférence nationale s'appuyant sur une vision racisée de la société, cultivant la division et l'exclusion, le candidat du RN, qu'il s'agisse de Le Pen ou Bardella, ce qui n'a guère d'importance. Un RN qui par ailleurs s'échine à donner des gages sérieux aux capitalistes rejoignant finalement le clan de la politique de l'offre.

Tous les tenants de la politique de l'offre, ont un seul objectif : rétablir les taux de profits du capital et pérenniser son accumulation. Car là gît le cœur du problème. Le mode de production capitaliste ne se développe qu'en valorisant le capital et en l'accumulant. Or, tout l'indique, nous arrivons à une limite de la valorisation du capital. Pris dans leur ensemble, les taux de profits régressent et ou stagnent, avec évidemment des inégalités qui attisent les conflits au sein même du mode de production capitaliste et entraînent une énorme conflictualité au sein du système impérialiste. Mais si les "fonctionnaires du capital" s'emploient à mettre en œuvre des contre tendances, comme tentent de le faire, par exemple, les États-Unis avec les droits de douane, rien n'y fait. Au contraire ces mesures entraînent une conflictualité accrue au sein du système impérialiste et stimulent la lutte des classes tant ces mesures s'attaquent aux conditions de survie de la classe ouvrière. Les subventions massives au capital au travers du capitalisme vert, de l'IA, des politiques étatiques d'armement ne peuvent inverser en rien la tendance, si ce n'est de stimuler encore plus la lutte à mort du capital pour phagocyter la plus-value. Au contraire, en détruisant encore plus les services publics pour ouvrir des espaces au capital, elles contribuent à accroître le mécontentement social. C'est ici la seule et unique raison de la crise politique qui s'est nouée en France il y a quelques mois, qui se noue au Royaume-Uni avec la démission de Starmer et qui est en gestation en Allemagne, trois des plus grandes puissances capitalistes en Europe.

La politique de l'offre est donc une perspective sans issue pour le capital que celle d'accroître sa crise. Pour autant, une politique de relance par la demande peut-elle conduire à un autre résultat que de rejoindre rapidement les politiques anti-sociales ? La réponse est clairement non ! Car en se limitant à des mesures sociales et

redistributives *via* l'intervention de l'État, cette politique ne touche en rien au mode de production capitaliste qui continuera sur sa lancée à chercher, ici ou ailleurs, contre la classe ouvrière un rétablissement des taux de profit et une plus grande valorisation du capital. Le cœur du problème est donc, et cela est plus actuel que jamais, la question du mode de production capitaliste lui-même. Vouloir en poursuivre la trajectoire par une politique de l'offre et/ou de la demande va nous enfoncer dans une crise historique dont la durée et les développements ne sont guère prévisibles mais peuvent être mortifères pour l'Humanité toute entière.

Alors, peut-on vraiment opposer " politique de l'offre " et " politique de la demande ", comme à gauche on veut le faire ? En fait, l'essentiel de la politique de Macron n'a rien à voir avec l'économie de l'offre, mais est plutôt caractérisée par le " quoi qu'il en coûte " : les gouvernements successifs de Macron n'ont fait que poursuivre la tradition interventionniste et keynésienne de l'État des capitalistes français. Cependant, l'État a accru à un niveau record les déficits publics et a mobilisé les 200 milliards d'aide aux entreprises, sans que cette relance " keynésienne " ne parvienne à revenir à la croissance. La " flat tax " sur les revenus du capital n'a fait, elle, que montrer que la " théorie du ruissellement " n'est qu'un mythe.

Les réformistes, LFI étant peut-être les plus conséquents sur cette ligne, avec leur " politique de la demande " ne visent en fait qu'à agir sur la répartition inégale des revenus et pour un partage " équitable " entre " revenus du travail " et " revenus du capital ". Mais, justement, les réformes sont-elles encore possibles dans ce moment où le capital produit ses propres limites ? La relance de la consommation espérée par la " politique de la demande " peut-elle produire des effets positifs sur la situation économique en général et sur la situation des masses populaires, alors même que la propre logique du capital l'oblige à renforcer l'exploitation de la force de travail ?

Les projets des partis de gauche ne visent en pratique qu'à retrouver une régulation "acceptable" du capitalisme, qu'à justifier dans la réalité les équilibres fondamentaux du système. Et cela donc, sans toucher aux fondements de la hiérarchie économique et sociale. Car le cœur des problèmes actuels n'est pas celui du pouvoir d'achat et des inégalités considérables, mais bien la limite, interne au capitalisme lui-même, à la production de plus-value/survalueur.

L'anti-néolibéralisme populiste de LFI, qui se nourrit des frustrations contre les élites, remet en avant le volontarisme en politique, la capacité de changer les choses, mais ses limites sont immédiatement atteintes dans le sens où ses objectifs politiques se limitent à un changement de république et son programme économique, sous la forme de la " politique de la demande ", n'est en fait que la mise en œuvre des vieux principes keynésiens qui ne changent rien à la logique du capital. Rien dans le programme de LFI ne laisse envisager ne serait-ce que le début d'une vaste expropriation des possesseurs du capital.

LFI peut bien dénoncer l'ordolibéralisme européen, mais la dénonciation de cette politique néolibérale oppose le marché et l'État, alors qu'ils ne sont que les deux faces de la réalité capitaliste. Et même, prétendre retrouver une souveraineté monétaire et budgétaire, en sortant de l'UE et/ou de l'euro, est soit une impasse, soit une illusion dans cette situation de mondialisation capitaliste où la concurrence fait rage. Combattre l'UE comme alliance impérialiste et se battre pour la destruction de l'OTAN est juste, ne serait-ce qu'en raison des menaces de guerre, mais en sortir ne résoudra rien de la crise que traverse le capitalisme, en France comme ailleurs.

Certes, face aux mesures d'offre et/ou de relance présentées par les "fonctionnaires du capital", il est spontanément tentant de raisonner en se disant qu'un peu de mieux vaut mieux que rien du tout. Ce sentiment est largement répandu, en particulier dans la jeunesse qui n'a connu, bien au contraire, que des reculs sociaux et des libertés. C'est là-dessus que comptent les candidats qui, comme Mélenchon, surfent sur le mécontentement social, mais se gardent bien d'organiser la lutte contre le mode de production capitaliste en ne mettant pas à l'ordre du jour la lutte pour sa destruction pourtant absolument indispensable pour ouvrir la voie à une société de liberté et de réalisation des aspirations profondes de justice et de paix de l'Humanité. On nous objectera qu'il s'agit d'une perspective, certes mais le capitalisme nous offre-t-il une autre perspective que celle de la fin de l'Humanité ? Pour avancer il n'y a que la voie de la révolution mettant en jeu la destruction du mode de production capitaliste qui nous mène à l'abîme. Pour cela, il faut unir les forces déterminées qui se battent et n'en peuvent plus de la politique du capital. Il faut déterminer une stratégie et une tactique révolutionnaire de notre temps. Seul un parti est capable d'assumer ces tâches. Pour avancer, la seule priorité du moment c'est de notre point de vue la reconstruction d'un courant syndical de lutte de classe et d'un parti communiste révolutionnaire. Ce sont ces deux tâches que se fixent le Parti révolutionnaire Communistes en s'adressant largement à tous ceux qui luttent et qui ont intérêt à en finir avec le mode de production capitaliste de domination et d'exploitation.

